CHAMBRE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Note de référence — édition actualisée

Le rôle de la Chambre et des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération

Intégrant l'instruction n° 07 du 3 novembre 2026

YAHIAOUI Mohamed

Président du Conseil National, Chambre Nationale des Commissaires aux Comptes — Novembre 2026

SOMMAIRE

Plan de la présentation

01 Contexte et enjeux

02 Cadre juridique et réglementaire

03 L'instruction n° 07 du 3 novembre 2026

04 Approche par les risques et normes NAA

05 Vigilance, détection et déclaration

06 Spécificités du commissaire aux comptes

07 Organisation interne et feuille de route

08 Rôle de la Chambre et conclusions

Le dispositif en cinq chiffres

2 000 000 DA

seuil des opérations occasionnelles (instruction n° 07)

0 DA

aucun seuil minimal pour la déclaration de soupçon

6

groupes d'obligations (communiqué du CNC)

5 ans

durée minimale de conservation des documents

1 an

délai maximal de mise à jour des dossiers à risque élevé

Le seuil de deux millions de dinars est un cas de vigilance, jamais un plafond de déclaration.

Un parcours accéléré : 2005 – 2026



La sortie de la liste grise ouvre l'étape de l'efficacité : les prochaines évaluations mesureront l'application effective, pas l'existence des textes.

01

Cadre juridique et réglementaire

De la loi n° 05-01 à l'arrêté du 14 avril 2026 et à l'instruction n° 07

Une architecture de textes à lire ensemble

Loi	Loi n° 05-01 du 6 février 2005, modifiée et complétée
Loi professionnelle	Loi n° 10-01 du 29 juin 2010
Réglementation sectorielle	Arrêté du 14 avril 2026 — JO n° 38 du 25 mai 2026
Précision d'application	Instruction n° 07 du 3 novembre 2026 (art. 12 de l'arrêté)
Orientation	Communiqué du CNC (11 juin 2026) et notes de la Chambre
Normes	NAA / ISA et déontologie — NAA 200, 250, 315, 330 non publiées

Qui fait quoi dans le dispositif ?

1

Ministère des Finances

Édicte le cadre réglementaire et les instructions

2

Conseil National de la Comptabilité

Régulation, contrôle et supervision ; publie les instructions

3

CTRF

Reçoit et analyse les déclarations de soupçon

4

CNCC

Représente, informe, forme, outille, coordonne

5

Le professionnel

Applique, documente et déclare lorsque les conditions sont réunies

La Chambre accompagne et représente : elle n'édicte pas les textes et ne reçoit pas les déclarations.

Six groupes d'obligations, ossature du manuel de procédures

01

Vigilance

à l'égard de la clientèle

02

Bénéficiaire effectif

identification et vérification

03

Détection

des opérations suspectes

04

Déclaration

et exonération de responsabilité

05

Conservation

des documents (5 ans min.)

06

Conformité

et contrôle interne

02

L'instruction n° 07 du 3 novembre 2026

Seuil applicable aux opérations occasionnelles et obligations de vigilance à l'égard de la clientèle

Fiche d'identification de l'instruction n° 07

Rubrique	Contenu
Autorité émettrice	Le Ministre des Finances, Président du Conseil National de la Comptabilité
Base d'habilitation	Article 12 de l'arrêté du 14 avril 2026 (JO n° 38)
Visas	Loi n° 05-01 ; loi n° 10-01 ; arrêté du 14 avril 2026
Seuil fixé	2 000 000 DA ou contre-valeur en devises légalement négociées
Entrée en vigueur	Dès sa publication — sans période transitoire (art. 4)
Publication	Site officiel du CNC et notification à tous les professionnels (art. 5)

Cinq articles, une logique claire

Art. 1	Objet : fixer le seuil applicable aux opérations occasionnelles, en application de l'art. 12 de l'arrêté
Art. 2	Deux cas imposant des mesures de vigilance : opération > 2 000 000 DA ; soupçon, sans seuil ni exemption
Art. 3	Mise en œuvre par les professionnels ; respect soumis au contrôle et à la supervision
Art. 4	Effet à compter de la publication
Art. 5	Publication sur le site officiel du CNC et notification aux professionnels

Article 2 : deux situations imposant la vigilance

1. L'opération occasionnelle au-delà du seuil

Montant > 2 000 000 DA ou contre-valeur en devises légalement négociées, en une seule fois ou par plusieurs opérations paraissant liées.

→ Identification, vérification, bénéficiaire effectif, objet de l'opération, filtrage des listes, documentation.

2. Le soupçon, sans seuil ni exemption

Soupçon de blanchiment, de financement du terrorisme ou de la prolifération, « indépendamment de toute exemption ou de tout seuil ».

→ Vigilance renforcée et déclaration à la CTRF lorsque les conditions légales sont réunies, dans le respect du secret professionnel.

Le texte vise la « prise de mesures de vigilance » : la relation d'affaires suivie reste soumise à la vigilance de l'arrêté, quel que soit le montant.

Opérations liées, fractionnement et devises

Opérations « paraissant liées »

Critère d'apparence : mêmes parties ou bénéficiaires, dates proches, objet économique unique, montants répétés proches du seuil → agrégation et documentation.

Le fractionnement, un indicateur

Fractionner délibérément sous 2 000 000 DA n'est pas qu'un motif d'agrégation : c'est un indicateur de volonté d'éviter la vigilance, pouvant conduire à déclarer.

Les devises

Proposition de la Chambre : taux officiel de la Banque d'Algérie à la date de l'opération ; taux et source mentionnés au dossier ; conversion opération par opération avant agrégation.

Le seuil n'est pas un plafond de déclaration

« … indépendamment de toute exemption ou de tout seuil fixé » — article 2 de l'instruction n° 07

Situation	Sans soupçon	Avec soupçon
Opération occasionnelle < 2 M DA	Politique du cabinet fondée sur les risques	Vigilance renforcée + déclaration
Opération occasionnelle > 2 M DA	Mesures de vigilance de l'instruction, documentées	Vigilance renforcée + déclaration
Opérations liées dont le total > 2 M DA	Agrégation + vigilance + analyse du fractionnement	Vigilance renforcée + déclaration
Relation d'affaires suivie (tout montant)	Vigilance de l'arrêté selon le risque	Vigilance renforcée + déclaration

Entrée en vigueur immédiate, conformité contrôlable

1 Art. 4 — Effet immédiat

À compter de la publication, sans période transitoire : toute opération occasionnelle acceptée ensuite est concernée.

2 Art. 5 — Site du CNC

Veille régulière du site officiel par le responsable de la conformité ; preuve de la date de prise de connaissance.

3 Art. 3 — Contrôle

Chaque dossier occasionnel porte la preuve : montant, taux, analyse des liens, pièces de vigilance, décision.

Ce qui n'est pas documenté est réputé non accompli.

Sept actions immédiates pour les cabinets

1. Diffuser l'instruction au personnel, avec attestation de prise de connaissance
2. Intégrer le seuil, la règle d'agrégation et de conversion au manuel
3. Ajouter une rubrique « instruction n° 07 » à l'acceptation des missions ponctuelles
4. Revoir les missions ponctuelles en cours depuis la publication
5. Intégrer le risque de fractionnement à l'évaluation des risques
6. Former l'équipe : fractionnement et soupçon sans seuil
7. Assurer la veille du site officiel du CNC

Le soupçon ne connaît ni seuil ni exemption.

03

L'approche par les risques face aux normes NAA non publiées

Peut-on construire une approche par les risques sans socle normatif complet ?

Le paradoxe : l'obligation sans le référentiel

NAA 200

Objectifs généraux et cadre conceptuel : risque d'audit, caractère significatif, assurance raisonnable

Réf. transitoire : ISA 200

NAA 250

Textes légaux et réglementaires : lien entre audit et conformité, dont l'instruction n° 07

Réf. transitoire : ISA 250

NAA 315

Identification et évaluation des risques d'anomalies significatives

Réf. transitoire : ISA 315 (2019)

NAA 330

Réponses de l'auditeur aux risques évalués

Réf. transitoire : ISA 330

L'arrêté impose d'identifier, analyser, classer, actualiser, documenter et justifier les risques — alors que les normes qui en fixent la méthode ne sont pas publiées.

Éviter la fragmentation : un référentiel transitoire assumé

Le risque

Sans référentiel national, chaque cabinet bâtit sa méthode : ISA pour les uns, GAFI pour d'autres, matrices maison pour d'autres encore. Résultat : des pratiques difficilement comparables et inégalement robustes — l'inverse de ce que vise la normalisation.

La réponse transitoire

S'appuyer sur les ISA de l'IAASB et les lignes directrices du GAFI, reconnus et disponibles — sans en faire un substitut permanent à l'achèvement du référentiel national.

Quatre recommandations aux cabinets

1. Déclarer par écrit le référentiel retenu (ISA 200, 250, 315, 330 ; GAFI)
2. L'appliquer de façon cohérente à tous les dossiers
3. Adopter la méthode commune de la note : probabilité × impact, risque inhérent / résiduel, notation
4. Documenter chaque appréciation pour la rendre défendable

« La priorité absolue »

Le rapport technique de la CNCC fait de la publication des NAA 200, 315, 330 et 250 la priorité absolue pour achever le cadre méthodologique et garantir la sécurité juridique des professionnels.

La méthode d'évaluation des risques

Identifier
Quels risques ?

Évaluer
Probabilité, impact

Atténuer
Mesures proportionnées

Suivre
Efficacité ?

Actualiser
Au moins 1 fois/an

Quatre familles de facteurs : client · prestation · géographie · canal

Probabilité / impact	Limité	Moyen	Grave
Élevée	Moyen	Élevé	Élevé
Moyenne	Faible	Moyen	Élevé
Faible	**Faible**	**Faible**	Moyen

Classer chaque client : la note détermine la vigilance

6 à 9 points

Risque faible

Vigilance simplifiée sans exemption ; mise à jour ≤ 3 ans

10 à 13 points

Risque moyen

Vigilance normale : dossier complet ; mise à jour tous les 2 ans

14 points et plus

Risque élevé

Vigilance renforcée : origine des fonds et du patrimoine, approbation de l'associé, mise à jour annuelle

Classement automatique en risque élevé : PPE et proches, pays faisant l'objet de contre-mesures, client déjà déclaré, bénéficiaire effectif non identifiable.

04

Vigilance, détection et déclaration

Connaître le client, reconnaître l'anormal, déclarer avec rigueur et confidentialité

Connaître le client et son bénéficiaire effectif

Identité | **Bénéficiaire effectif** | Objet | Cohérence | Mise à jour

Identifier le bénéficiaire effectif : une méthode progressive

1. Détention

Participation significative, directe ou indirecte (60 % × 50 % = 30 %)

2. Contrôle

Pactes, nomination des dirigeants, financement, liens familiaux

3. Direction

Dirigeant principal en dernier recours, motif documenté

De l'opération inhabituelle au soupçon motivé

1	2	3	4	5
Observer	**Questionner**	**Analyser**	**Décider**	**Documenter**
opération ou comportement inhabituel	demande neutre de justificatifs	cohérence et justification	absence de soupçon ou soupçon motivé	rapport confidentiel conservé

- Un indicateur isolé ne suffit pas ; l'absence d'indicateurs listés n'exclut pas le soupçon
- Ne pas déclarer après une analyse sérieuse est légitime, si c'est motivé et documenté
- Les questions restent professionnelles et neutres : jamais d'interrogatoire accusatoire

Le circuit interne de déclaration en sept étapes

1. **Détection**
2. **Remontée**
3. **Analyse**
4. **Décision**
5. **Transmission**
6. **Suivi**
7. **Conservation**

Immédiate

Sans seuil minimal, tentatives comprises, même si l'opération est exécutée.

Confidentielle

Interdiction absolue d'informer le client ; dossier distinct du dossier de mission.

Protégée

Exonération de responsabilité civile, administrative et pénale en cas de bonne foi.

Le commissaire aux comptes : vigilance intégrée à l'audit

Indépendance

ni subordination ni renoncement

Limites de la mission

vigilance dans le périmètre de l'audit

Preuve

toute appréciation documentée

Étape de l'audit	Apport lié à la vigilance
Acceptation du mandat	Dossier entité et bénéficiaire effectif ; listes de sanctions ; notation
Planification	Espèces, commerce extérieur, parties liées, secteur
Procédures de substance	Apports, emprunts, opérations exceptionnelles, paiements à des tiers
Clôture et rapport	Indicateurs cumulés ; déclaration le cas échéant ; jamais mentionnée dans le rapport

Feuille de route des cabinets

0 – 3 mois

Mise en place

Responsable de la conformité, évaluation des risques, manuel simplifié, formation initiale, clause préventive

3 – 9 mois

Généralisation

Dossiers clients complétés (risque élevé d'abord), classification, vigilance intégrée aux programmes d'audit

9 – 12 mois

Consolidation

Revue interne, mise à jour, rapport annuel de conformité, formation par les cas

Objectif : atteindre au moins le niveau 3 (« défini ») du modèle de maturité en un an.

Le rôle de la Chambre : cinq axes d'action

1

Information

Diffusion et explication des textes

2

Formation

Quatre modules progressifs

3

Outils

Modèles, formulaires, listes de contrôle

4

Coordination

Avec le CNC et la CTRF

5

Représentation

Remontée des préoccupations

Questions portées aux autorités : publication des NAA 200, 250, 315, 330 ; taux de change de référence et période d'agrégation de l'instruction n° 07 ; application de la notion de « report » à l'audit légal ; canaux de déclaration.

CONCLUSION

De la conformité formelle à la vigilance démontrée

1. L'instruction n° 07 fixe un seuil de vigilance ; le soupçon, lui, n'a pas de seuil
2. L'approche par les risques appelle la publication des NAA 200, 250, 315 et 330
3. La documentation est la meilleure protection du professionnel
4. La profession est une infrastructure de confiance et de preuve au service de l'économie nationale

YAHIAOUI Mohamed — Président du Conseil National, Chambre Nationale des Commissaires aux Comptes

مذكرة مرجعية — طبعة محيّنة

دور الغرفة ومهنيي المحاسبة والتدقيق في مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل

مدمجة للتعليمة رقم 07 المؤرخة في 3 نوفمبر 2026

يحياوي محمد

رئيس المجلس الوطني، الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات — نوفمبر 2026

محاور العرض

01 السياق والرهانات

02 الإطار القانوني والتنظيمي

03 التعليمة رقم 07 المؤرخة في 3 نوفمبر 2026

04 المقاربة القائمة على المخاطر والمعايير الجزائرية للتدقيق

05 اليقظة والكشف والإخطار

06 خصوصية مهمة محافظ الحسابات

07 التنظيم الداخلي وخارطة الطريق

08 دور الغرفة والخلاصات

المنظومة في خمسة أرقام

2.000.000 دج

حد العمليات العرضية (التعليمة رقم 07)

0 دج

لا عتبة دنيا للإخطار بالشبهة

6

مجموعات من الواجبات (إعلان المجلس الوطني للمحاسبة)

5 سنوات

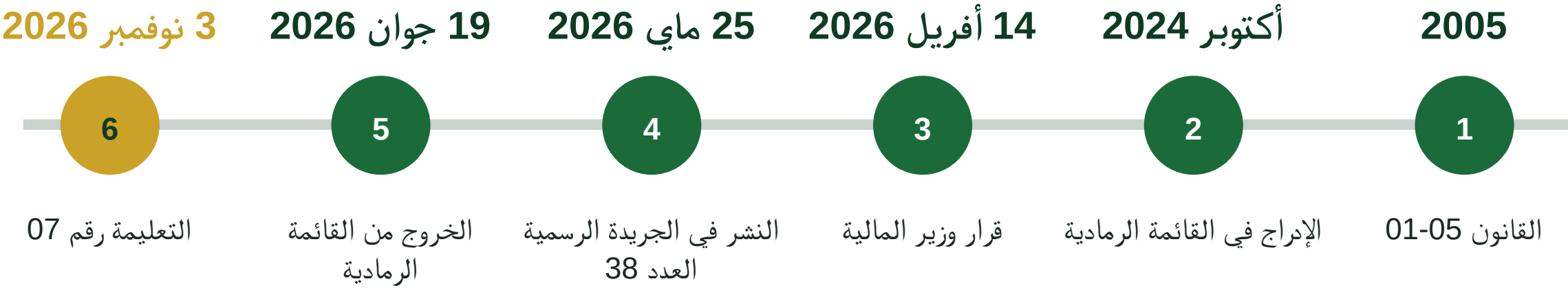
المدة الدنيا لحفظ الوثائق

سنة

أقصى أجل لتحيين ملفات الخطر المرتفع

عتبة مليوني دينار حالة يقظة، وليست أبدًا سقفًا للإخطار.

مسار متسارع: 2005 – 2026



الخروج من القائمة الرمادية يفتح مرحلة الفعالية: التقييمات المقبلة ستقيس التطبيق الفعلي لا وجود النصوص.

01

الإطار القانوني والتنظيمي

من القانون رقم 05-01 إلى القرار المؤرخ في 14 أفريل 2026 والتعليمة رقم 07

هرم نصوص يُقرأ مجتمعًا

القانون	القانون رقم 05-01 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المعدل والمتمم
القانون المهني	القانون رقم 10-01 المؤرخ في 29 جوان 2010
التنظيم القطاعي	القرار المؤرخ في 14 أفريل 2026 — الجريدة الرسمية العدد 38
التوضيح التطبيقي	التعليمة رقم 07 المؤرخة في 3 نوفمبر 2026 (المادة 12 من القرار)
التوجيه	إعلان المجلس الوطني للمحاسبة (11 جوان 2026) ومذكرات الغرفة
المعايير	المعايير الجزائرية والدولية وأخلاقيات المهنة — NAA 200 و250 و315 و330 غير منشورة

من يفعل ماذا في المنظومة؟

1

وزارة المالية

يصدر الإطار التنظيمي والتعليمات

2

المجلس الوطني للمحاسبة

الضبط والرقابة والإشراف؛ ينشر التعليمات

3

خلية معالجة الاستعلام المالي

تستلم الإخطارات بالشبهة وتحللها

4

الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات

تمثل وتُعلم وتكوّن وتوفر الأدوات وتنسق

5

المهني

يطبق ويوثق ويُخطر متى توافرت الشروط

الغرفة ترافق وتمثل: لا تُصدر النصوص ولا تتلقى الإخطارات.

ست مجموعات من الواجبات: هيكل دليل الإجراءات

01

اليقظة

تجاه الزبائن

02

المستفيد الحقيقي

تحديد وتحقق

03

الكشف

العمليات المشبوهة

04

الإخطار

والإعفاء من المسؤولية

05

الحفظ

حفظ الوثائق (5 سنوات على الأقل)

06

الامتثال

والرقابة الداخلية

02

التعليمة رقم 07 المؤرخة في 3 نوفمبر 2026

الحد المطبق على المعاملات العرضية والتزامات اليقظة تجاه الزبائن

بطاقة تعريف التعليمة رقم 07

البند	البيان
الجهة المصدرة	وزير المالية، بصفته رئيس المجلس الوطني للمحاسبة
الأساس التطبيقي	المادة 12 من القرار المؤرخ في 14 أفريل 2026 (الجريدة الرسمية العدد 38)
التأشيرات	القانون 05-01؛ القانون 10-01؛ القرار المؤرخ في 14 أفريل 2026
الحد المقرر	2.000.000 دج أو ما يعادله بالعملات الأجنبية المتداولة قانونًا
السريان	ابتداءً من تاريخ نشرها — دون فترة انتقالية (المادة 4)
النشر	الموقع الرسمي للمجلس الوطني للمحاسبة والتبليغ إلى كافة المهنيين (المادة 5)

خمس مواد ومنطق واضح

المادة 1	الموضوع: تحديد الحد المطبق على العمليات العرضية تطبيقًا للمادة 12 من القرار
المادة 2	حالتان تستوجبان تدابير اليقظة: عملية تتجاوز 2.000.000 دج؛ شبهة دون حد أو إعفاء
المادة 3	التنفيذ من قبل المهنيين؛ الالتزام خاضع للرقابة والإشراف
المادة 4	السريان ابتداءً من تاريخ النشر
المادة 5	النشر على الموقع الرسمي للمجلس والتبليغ إلى المهنيين

المادة 2: حالتان تستوجبان اليقظة

1. العملية العرضية فوق الحد

قيمة تتجاوز 2.000.000 دج أو ما يعادلها بالعملات الأجنبية المتداولة قانونًا، دفعة واحدة أو عبر عدة عمليات يبدو أن ثمة ترابطًا بينها.

← تحديد الهوية والتحقق منها، المستفيد الحقيقي، غرض العملية، التحقق من القوائم، التوثيق.

2. الشبهة دون حد أو إعفاء

شبهة تبييض أموال أو تمويل إرهاب أو تمويل انتشار، «بصرف النظر عن أي إعفاء أو حد مقرر».

← يقظة معززة وإخطار خلية معالجة الاستعلام المالي متى توافرت الشروط القانونية، مع مراعاة السر المهني.

النص يتحدث عن «اتخاذ تدابير اليقظة»: علاقة الأعمال المستمرة تبقى خاضعة ليقظة القرار مهما كان المبلغ.

العمليات المترابطة والتجزئة والعملات

عمليات «يبدو أن ثمة ترابطًا بينها»

معيار ظاهري: وحدة الأطراف أو المستفيدين، تقارب التواريخ، وحدة الغرض، تكرار مبالغ قريبة من الحد ← تجميع وتوثيق.

التجزئة مؤشر بذاتها

تعمد التجزئة تحت 2.000.000 دج ليس مجرد سبب للتجميع: إنه مؤشر على الرغبة في تفادي اليقظة قد يفضي إلى الإخطار.

العملات الأجنبية

اقتراح الغرفة: سعر الصرف الرسمي لبنك الجزائر في تاريخ العملية؛ ذكر السعر ومصدره في الملف؛ تحويل كل عملية قبل التجميع.

العتبة ليست سقفًا للإخطار

«... بصرف النظر عن أي إعفاء أو حد مقرر» — المادة الثانية من التعليمة رقم 07

الوضعية	غياب الشبهة	وجود الشبهة
عملية عرضية أقل من مليوني دينار	سياسة المكتب القائمة على المخاطر	يقظة معززة + إخطار
عملية عرضية تتجاوز مليوني دينار	تدابير يقظة التعليمة، موثقة	يقظة معززة + إخطار
عمليات مترابطة مجموعها يتجاوز مليوني دينار	تجميع + يقظة + تحليل التجزئة	يقظة معززة + إخطار
علاقة أعمال مستمرة (أي مبلغ)	يقظة القرار حسب درجة الخطر	يقظة معززة + إخطار

سريان فوري وامتثال قابل للرقابة

1 المادة 4 — سريان فوري

ابتداءً من النشر دون فترة انتقالية: تخضع كل عملية عرضية تُقبل بعده.

2 المادة 5 — موقع المجلس

متابعة منتظمة للموقع الرسمي من قبل مسؤول الامتثال؛ إثبات تاريخ الاطلاع.

3 المادة 3 — الرقابة

يحمل كل ملف عرضي دليل التطبيق: المبلغ، السعر، تحليل الترابط، وثائق اليقظة، القرار.

ما لم يوثَّق يُعدّ كأنه لم يُنجز.

سبعة إجراءات فورية للمكاتب

1. تعميم التعليمة على العاملين مع توقيع الاطلاع
2. إدراج الحد وقاعدة التجميع والتحويل في الدليل
3. إضافة خانة «التعليمة رقم 07» إلى استمارة قبول المهام الظرفية
4. مراجعة المهام الظرفية الجارية منذ النشر
5. إدراج خطر التجزئة في تقييم المخاطر
6. تكوين الفريق: التجزئة والشبهة دون حد
7. متابعة الموقع الرسمي للمجلس الوطني للمحاسبة

الشبهة لا تعرف حدًا ولا إعفاءً.

03

المقاربة القائمة على المخاطر والمعايير الجزائرية غير المنشورة

هل يمكن بناء مقاربة قائمة على المخاطر دون مرجع معياري مكتمل؟

المفارقة: الالتزام دون المرجع

NAA 200	NAA 250	NAA 315	NAA 330
الأهداف العامة والإطار المفاهيمي: خطر التدقيق، الأهمية النسبية، التأكيد المعقول	النصوص القانونية والتنظيمية: صلة التدقيق بالامتثال، ومنها التعليمة رقم 07	تحديد مخاطر الأخطاء الجوهرية وتقييمها	استجابة المدقق للمخاطر المقيّمة
المرجع الانتقالي: ISA 200	**المرجع الانتقالي: ISA 250**	**المرجع الانتقالي: ISA 315 (2019)**	**المرجع الانتقالي: ISA 330**

القرار يفرض تحديد المخاطر وتحليلها وتصنيفها وتحيينها وتوثيقها وتبريرها، في حين لم تُنشر المعايير التي تحدد منهجيتها .

تفادي التشتت: مرجع انتقالي معلن

الخطر

في غياب مرجع وطني، يبني كل مكتب منهجيته: المعايير الدولية للبعض، وتوصيات مجموعة العمل المالي للبعض الآخر، ومصفوفات خاصة لغيرهم. والنتيجة: ممارسات يصعب مقارنتها ومتفاوتة المتانة، عكس ما يسعى إليه التقييس.

الاستجابة الانتقالية

الاستناد إلى المعايير الدولية للتدقيق الصادرة عن IAASB وإرشادات مجموعة العمل المالي، المعترف بها والمتاحة، دون أن تصبح بديلًا دائمًا عن استكمال المرجع الوطني.

أربع توصيات للمكاتب

1. التصريح كتابيًا بالمرجع المعتمد (ISA 200 و250 و315 و330؛ مجموعة العمل المالي)
2. تطبيقه بصفة متسقة على جميع الملفات
3. اعتماد منهجية المذكرة المشتركة: الاحتمال × الأثر، الخطر الكامن والمتبقي، التنقيط
4. توثيق كل تقدير ليكون قابلًا للدفاع عنه

«الأولوية القصوى»

اعتبر التقرير الفني للغرفة أن نشر المعايير NAA 200 و315 و330 و250 هو الأولوية القصوى لاستكمال الإطار المنهجي وضمان الأمن القانوني للمهنيين.

منهجية تقييم المخاطر

التحديد
ما المخاطر؟

التقييم
الاحتمال والأثر

التخفيف
تدابير متناسبة

المتابعة
الفعالية؟

التحيين
مرة في السنة على الأقل

أربع فئات لعوامل الخطر: الزبون · الخدمة · الجغرافيا · قناة التعامل

الاحتمال / الأثر	محدود	متوسط	جسيم
مرتفع	متوسط	مرتفع	مرتفع
متوسط	منخفض	متوسط	مرتفع
ضعيف	منخفض	منخفض	متوسط

تصنيف كل زبون: النقاط تحدد درجة اليقظة

من 6 إلى 9

خطر منخفض

يقظة مبسطة دون إعفاء؛ تحيين كل 3 سنوات على الأكثر

من 10 إلى 13

خطر متوسط

يقظة عادية: ملف كامل؛ تحيين كل سنتين

14 فما فوق

خطر مرتفع

يقظة معززة: مصدر الأموال والثروة، موافقة الشريك، تحيين سنوي

تصنيف آلي في الخطر المرتفع: الأشخاص المعرضون سياسيًا والمقربون منهم، الدول الخاضعة لتدابير مضادة، زبون سبق الإخطار بشأنه، تعذر تحديد المستفيد الحقيقي.

04

اليقظة والكشف والإخطار

معرفة الزبون، تمييز غير العادي، الإخطار بصرامة وسرية

معرفة الزبون ومستفيده الحقيقي

تحديد المستفيد الحقيقي: منهجية متدرجة

1. الملكية

حصة معتبرة مباشرة أو غير مباشرة
(60% × 50% = 30%)

2. السيطرة

الاتفاقات، تعيين المسيرين، التمويل، الروابط العائلية

3. التسيير

المسير الأعلى كحل أخير مع تعليل موثق

من العملية غير المعتادة إلى الشبهة المعللة

1
الملاحظة
عملية أو سلوك غير معتاد

2
الاستفسار
طلب محايد للوثائق

3
التحليل
الاتساق والمبرر

4
القرار
لا شبهة أو شبهة معللة

5
التوثيق
تقرير سري يُحفظ

- مؤشر واحد لا يكفي؛ وغياب المؤشرات المدرجة لا ينفي الشبهة
- عدم الإخطار بعد تحليل جدي قرار مشروع إن كان معللًا وموثقًا
- تبقى الاستفسارات مهنية ومحايدة :لا استجواب يوحي بالاتهام

المسار الداخلي للإخطار في سبع مراحل

1. الرصد
2. الرفع
3. التحليل
4. القرار
5. الإرسال
6. المتابعة
7. الحفظ

فورية

دون عتبة دنيا، بما فيها المحاولات، حتى لو نُفذت العملية.

سرية

حظر مطلق لإعلام الزبون؛ ملف مستقل عن ملف المهمة.

محمية

إعفاء من المسؤولية المدنية والإدارية والجزائية عند حسن النية.

محافظ الحسابات: يقظة مدمجة في التدقيق

الاستقلالية

لا تبعية ولا تنازل

حدود المهمة

يقظة في نطاق التدقيق

الإثبات

كل تقدير موثق

مرحلة التدقيق	الإضافة المرتبطة باليقظة
قبول الوكالة	ملف الكيان والمستفيد الحقيقي؛ قوائم العقوبات؛ التنقيط
التخطيط	النقد، التجارة الخارجية، الأطراف ذات الصلة، القطاع
الإجراءات الأساسية	المساهمات، القروض، العمليات الاستثنائية، المدفوعات للغير
الإقفال والتقرير	المؤشرات المتراكمة؛ الإخطار عند الاقتضاء؛ دون ذكره في التقرير

خارطة طريق المكاتب

0 – 3 أشهر

التأسيس

مسؤول الامتثال، تقييم المخاطر، دليل مختصر، تكوين أولي، البند الوقائي

3 – 9 أشهر

التعميم

استكمال ملفات الزبائن بدءًا بالخطر المرتفع، التصنيف، إدماج اليقظة في برامج التدقيق

9 – 12 شهرًا

الترسيخ

مراجعة داخلية، تحيين، تقرير امتثال سنوي، تكوين بالحالات

الهدف: بلوغ المستوى الثالث («معرَّف») على الأقل من نموذج النضج خلال سنة.

دور الغرفة: خمسة محاور عمل

1	2	3	4	5
الإعلام	التكوين	الأدوات	التنسيق	التمثيل
نشر النصوص وشرحها	أربع وحدات متدرجة	نماذج واستمارات وقوائم مراجعة	مع المجلس الوطني للمحاسبة والخلية	رفع الانشغالات

مسائل مرفوعة إلى السلطات: نشر المعايير NAA 200 و250 و315 و330؛ سعر الصرف المرجعي ومدة التجميع في التعليمة رقم 07؛ تطبيق مفهوم «التأجيل» على التدقيق القانوني؛ قنوات الإخطار.

الخلاصة

من الامتثال الشكلي إلى اليقظة المثبتة

1. التعليمة رقم 07 تحدد عتبة لليقظة؛ أما الشبهة فلا حد لها
2. المقاربة القائمة على المخاطر تستدعي نشر المعايير NAA 200 و250 و315 و330
3. التوثيق أفضل حماية للمهني
4. المهنة بنية تحتية للثقة والإثبات في خدمة الاقتصاد الوطني

يحياوي محمد — رئيس المجلس الوطني، الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات